

## Point de passage et d'ouverture 2 : « 1891 : la fusillade de Fourmies du 1<sup>er</sup> mai »

En 1891, pour la seconde fois en France, le 1<sup>er</sup> mai est une journée consacrée à la manifestation, avec pour principale revendication la journée de huit heures et la hausse des salaires. **Fourmies**, ville industrielle du Nord de la France, est alors le théâtre d'un événement sanglant. En effet, alors qu'a lieu une **manifestation pacifique** d'ouvriers, la **troupe** mobilisée par les patrons locaux **ouvre le feu sur la foule**. Le bilan est de dix morts (dont deux victimes de 11 et 14 ans) et de trente-cinq blessés.

Toute la presse évoque l'événement. Le 3 mai, **Le Figaro**, grand journal conservateur, se montre plutôt prudent et se contente d'un bref article en évitant d'entrer dans les détails. En revanche, **Le Temps**, dans un article du 11 mai, se montre franchement hostile aux ouvriers. Ce journal libéral, proche des élites politiques et financières, tente de dédouaner l'armée et de faire porter la responsabilité du drame sur les manifestants, allant jusqu'à affirmer « *qu'au premier rang, et parmi les morts, il y avait, on peut bien le dire maintenant, des femmes de mœurs fort légères* ».

Néanmoins, dans la majorité de la presse, c'est l'émotion et l'indignation qui prédomine. **L'Intransigeant** du 4 mai relate les faits, dénonçant la responsabilité de la police dans l'issue sanglante de la manifestation : « *Sous prétexte d'arrêter une émeute qui, en réalité, n'était qu'une manifestation pacifique de la classe des travailleurs, des arrestations illégales avaient été opérées dans l'après-midi. Tout à coup, sans provocation de la part des ouvriers, un gendarme tire un coup de revolver qui excite la colère de la foule. [...] L'officier qui commande la troupe ordonne un feu de peloton et les soldats tirent sur les ouvriers.* »

Les députés ouvrent un débat à l'Assemblée nationale. Le 8 mai, **Georges Clemenceau**, alors député radical du Var, prononce un discours à la Chambre qui restera célèbre. Il est retranscrit dans **La Justice**, le journal de Clemenceau : « *Monsieur le président du conseil, qui pourrait soutenir, ici ou devant l'Europe, devant le monde civilisé, que les faits qui se sont passés à Fourmies avant la fusillade justifient la mort de ces femmes, de ces enfants, dont le sang a pour si longtemps rougi le pavé ! [...] Il y a quelque part, sur le pavé de Fourmies, une tache de sang innocent qu'il faut laver à tout prix !* » Rendant hommage aux victimes, Clémenceau annonce la venue d'un « quatrième État » qui « *se lève et qui arrive à la conquête du pouvoir* ». L'expression, qui désigne le prolétariat, fait référence aux trois États de l'Ancien Régime (noblesse, clergé, tiers état). Il prône l'apaisement après ces événements réussira même à faire voter l'amnistie des manifestants arrêtés. Avec la fusillade de Fourmies, le 1<sup>er</sup> mai s'enracinera dans la tradition du mouvement ouvrier.

## Point de passage et d'ouverture 2 : « 1891 : la fusillade de Fourmies du 1<sup>er</sup> mai »

En 1891, pour la seconde fois en France, le 1<sup>er</sup> mai est une journée consacrée à la manifestation, avec pour principale revendication la journée de huit heures et la hausse des salaires. **Fourmies**, ville industrielle du Nord de la France, est alors le théâtre d'un événement sanglant. En effet, alors qu'a lieu une **manifestation pacifique** d'ouvriers, la **troupe** mobilisée par les patrons locaux **ouvre le feu sur la foule**. Le bilan est de dix morts (dont deux victimes de 11 et 14 ans) et de trente-cinq blessés.

Toute la presse évoque l'événement. Le 3 mai, **Le Figaro**, grand journal conservateur, se montre plutôt prudent et se contente d'un bref article en évitant d'entrer dans les détails. En revanche, **Le Temps**, dans un article du 11 mai, se montre franchement hostile aux ouvriers. Ce journal libéral, proche des élites politiques et financières, tente de dédouaner l'armée et de faire porter la responsabilité du drame sur les manifestants, allant jusqu'à affirmer « *qu'au premier rang, et parmi les morts, il y avait, on peut bien le dire maintenant, des femmes de mœurs fort légères* ».

Néanmoins, dans la majorité de la presse, c'est l'émotion et l'indignation qui prédomine. **L'Intransigeant** du 4 mai relate les faits, dénonçant la responsabilité de la police dans l'issue sanglante de la manifestation : « *Sous prétexte d'arrêter une émeute qui, en réalité, n'était qu'une manifestation pacifique de la classe des travailleurs, des arrestations illégales avaient été opérées dans l'après-midi. Tout à coup, sans provocation de la part des ouvriers, un gendarme tire un coup de revolver qui excite la colère de la foule. [...] L'officier qui commande la troupe ordonne un feu de peloton et les soldats tirent sur les ouvriers.* »

Les députés ouvrent un débat à l'Assemblée nationale. Le 8 mai, **Georges Clemenceau**, alors député radical du Var, prononce un discours à la Chambre qui restera célèbre. Il est retranscrit dans **La Justice**, le journal de Clemenceau : « *Monsieur le président du conseil, qui pourrait soutenir, ici ou devant l'Europe, devant le monde civilisé, que les faits qui se sont passés à Fourmies avant la fusillade justifient la mort de ces femmes, de ces enfants, dont le sang a pour si longtemps rougi le pavé ! [...] Il y a quelque part, sur le pavé de Fourmies, une tache de sang innocent qu'il faut laver à tout prix !* » Rendant hommage aux victimes, Clémenceau annonce la venue d'un « quatrième État » qui « *se lève et qui arrive à la conquête du pouvoir* ». L'expression, qui désigne le prolétariat, fait référence aux trois États de l'Ancien Régime (noblesse, clergé, tiers état). Il prône l'apaisement après ces événements réussira même à faire voter l'amnistie des manifestants arrêtés. Avec la fusillade de Fourmies, le 1<sup>er</sup> mai s'enracinera dans la tradition du mouvement ouvrier.